



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARRAINCOURT BIOGAZ

16 RUE DU PETIT BOUT

--

57380 Arraincourt

Références : ARRAINCOURT_ARRAINCOURT-BIOGAZ_2025-12-03_RAPVI-sit admin_DN_02274
Code AIOT : 0100000423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ARRAINCOURT BIOGAZ implanté 16 Rue du Petit Bout -- 57380 Arraincourt. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite porte sur la situation administrative du site ARRAINCOURT BIOGAZ au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette visite s'est déroulée également en présence de Magali LEPRÆL, inspecteur de l'environnement à la Direction départementale de protection des populations (DDPP) de Moselle. Le même jour, le site attenant "METHA DE LA ROTTE" a fait l'objet d'une visite par la DDPP de Moselle, compétente en matière ICPE pour cet établissement. Cette visite fait l'objet d'un rapport dédié établi par la DDPP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARRAINCOURT BIOGAZ
- 16 Rue du Petit Bout – 57380 Arraincourt
- Code AIOT : 0100000423
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société Arraincourt Biogaz exploite une installation de méthanisation sur la commune d'Arraincourt.

Cette exploitation a fait l'objet d'un récépissé de déclaration, notamment au titre de la rubrique 2781-1 de la nomenclature ICPE, délivré le 01/09/2020 au bénéfice de cette société.

Un récépissé de déclaration de modification des conditions d'exploitation de cette installation a également été délivré le 28/10/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative: rubrique 2781-1	Code de l'environnement du 06/06/2018, article R.511-9 annexe (partielle) et L.181-1 (partiel), récépissé de déclaration modification du 28/10/2022	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des non-conformités constatées, compte-tenu de la connexité entre le site Métha de la Rotte et le site Arraincourt Biogaz déclarée et constatée le jour de la visite et également relevée lors de la réunion inter-services du 20/10/2022, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure Arraincourt Biogaz de régulariser la situation administrative des deux installations de méthanisation implantées sur la commune d'Arraincourt en déposant dans un délai de 6 mois un dossier de demande d'autorisation environnementale, portant sur le périmètre des deux installations, complet et recevable conformément à l'article R.181-12 et suivants du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative: rubrique 2781-1

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/06/2018, article R.511-9 annexe (partielle) et L.181-1 (partiel), récépissé de déclaration modification du 28/10/2022
--

Thème(s) : Situation administrative, Capacités

Prescription contrôlée :

Récépissé de déclaration de modification du 28/10/2022 -n°A-2-PHMGVA11Q (extrait)

Rubrique 2781-1c [méthanisation] 27.3 t/j : régime de la déclaration contrôlée

[...]

Annexe partielle à l'article R.511-9 du code de l'environnement :

La colonne «A» de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Annexe non reproduite).

NOTA: les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature des installations classées qui les soumet à un régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés.

2781-1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires:

a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j : seuil Autorisation
b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j : seuil Enregistrement
c) La quantité de matières traitées étant inférieure à 30 t/j : seuil Déclaration à contrôle périodique

3532 Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes :

- traitement biologique [...] : seuil Autorisation

article L.512-1 :

Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.

article L181-1 partiel :

[...]

L'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.

Constats :

Lors de l'inspection conjointe DDPP/UD DREAL, l'exploitant a notamment déclaré les éléments suivants :

- une incorporation, dans la ligne de méthanisation exploitée par Arraincourt Biogaz, de 30 505 tonnes d'intrants en 2024 (83,6 tonnes/jour) et 25 657 tonnes au 31 octobre 2025 (soit 84,7 tonnes/jour sur 304 jours) ;
- une interconnexion entre les activités de la société Arraincourt Biogaz et celles de la société Métha de la Rotte, notamment concernant le réseau de chaleur dans la mesure où la chaleur produite par l'installation de cogénération exploitée par Métha de la Rotte est utilisée dans le process de méthanisation exploité par Arraincourt Biogaz.

Les représentants de la société Métha de la Rotte, également présents lors de cette visite, ont déclaré une incorporation, dans la ligne de méthanisation classée ICPE au titre de la rubrique 2781-1 qu'ils exploitent au titre de cet établissement, de 28 408 tonnes d'intrants en 2024 (77,8 tonnes/jour) et 22 317 tonnes au 31 octobre 2025 (soit 73,4 tonnes/jour sur 304 jours).

Vus les éléments transmis post-inspection par l'exploitant par courriel du 10/11/2025, les déclarations susvisées, l'inspection constate les éléments suivants :

- les installations exploitées par Métha de la Rotte sont connexes aux activités ICPE exploitées par le site Arraincourt Biogaz.

- la capacité exercée par la société Arraincourt Biogaz au titre de la rubrique 2781-1 [méthanisation] :

- est très significativement supérieure (84.7 t/j), et donc non conforme, à la capacité déclarée au titre de cette rubrique (27,3 t/j) et ayant fait l'objet du récépissé susvisé en date du 28/10/2022 ;
- relève, en elle-même, du seuil de l'enregistrement de cette rubrique et non du seuil de la déclaration à contrôle périodique ;
- relève au vu de la connexité susvisée, du seuil de l'autorisation et non du seuil de la déclaration à contrôle périodique, par cumul avec la capacité exercée par Métha de la Rotte (capacité totale cumulée est de 158.1 t/j au 31/12/2025).

- le traitement biologique (méthanisation) des déchets non dangereux inertes effectué par la société ARRAIN COURT BIOGAZ relève de la rubrique 3532 susvisée au seuil de autorisation (traitement > à 75 t/j)

Vus les éléments susvisés, l'inspection constate que la société Arraincourt Biogaz exploite une activité soumise à autorisation sans détenir le titre requis.

Au regard des constats, l'inspection conclut à une non-conformité aux prescriptions contrôlées susvisées.

Compte tenu de la connexité entre le site Métha de la Rotte et le site Arraincourt Biogaz déclarée et également relevée lors de la réunion inter-services du 20/10/2022, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure Arraincourt Biogaz de régulariser la situation administrative des deux installations de méthanisation implantées sur la commune d'Arraincourt en déposant dans un délai de 6 mois un dossier de demande d'autorisation environnementale complet et recevable conformément à l'article R.181-12 et suivants du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois